

**Impact du Développement Financier sur la Croissance Economique en
prenant compte la Qualité des Institutions- Cas d'Algérie (1995-2017).**

أثر التطور المالي على النمو الاقتصادي مع الأخذ بعين الاعتبار جودة المؤسسات - حالة الجزائر (1995-2017)

DRAA MESSEOUA Redha, ZAID Hizia

-PhD étudiant à l'école supérieur de la statistique et économie
appliqué, redhainps@gmail.com

-Professeur à l'école supérieur de la statistique et économie appliqué,
enssea.zh@gmail.com

Date de reception:04/02/2020 Date de révision:22/05/2020 Date d'acceptation:07/07/2020

Résumé

Cet article a pour objectif d'étudier la relation entre développement financier et la croissance économique en Algérie, en tenant compte de la qualité institutionnelle. Basé sur des modèles (VAR) pour la période 1995-2017, nous avons constaté que le ratio de liquidité a toutefois un effet positif sur la croissance, mais le crédit au secteur privé ne stimule pas bien la croissance, car elle ne repose pas sur le principe de la rentabilité des projets, mais sur le favoritisme et les intérêts personnels qui ont affecté la productivité des entreprises. Et l'amélioration des taux de croissance.

Mots clés : croissance
économique, développement

Financier, qualité
institutionnelle,

المخلص

يهدف هذا المقال إلى دراسة العلاقة بين التطور المالي والنمو الاقتصادي في الجزائر ، مع مراعاة الجودة المؤسسية. استناداً إلى نماذج (VAR) خلال الفترة 1995-2017 ، وجدنا متغير نسبة السيولة كان له تأثير إيجابي على النمو ، بعكس متغير الائتمان الموجه للقطاع الخاص الذي لا يحفز النمو بشكل جيد ، لأنه لا يعتمد على مبدأ ربحية المشاريع ، ولكن على المحسوبية والمصالح الشخصية التي أثرت على إنتاجية المشاريع. وتحسن معدلات النمو.

الكلمات المفتاحية : النمو الاقتصادي،
التطور المالي، جودة المؤسسات

Introduction :

Le financement et le développement sont deux concepts interdépendants, ce fait dans le système financier lui a fait jouer un rôle important dans l'activité économique, car c'est le principal canal par lequel le processus de financement se déroule, de sorte que le système financier transfère les fonds des unités économiques qui ont excédent financier vers des unités qui ont un déficit financier, Ce qui a accru l'importance de l'étude et de l'analyse du système financier et de son impact sur la croissance économique.

La relation de causalité entre le développement financier et la croissance économique a toujours fait l'objet d'un débat intense entre les économistes, tant d'arguments de base indiquent qu'il existe une relation bidirectionnelle entre la croissance et le développement financier , afin que le développement financier puisse stimuler la croissance économique grâce à la meilleure allocation des ressources, et que la croissance économique augmente également la demande de crédit, ce qui favoriserait le développement du secteur financier.

Compte tenu des changements actuels au niveau mondial et de ses effets sur l'économie Algérienne, l'Algérie a été contraint d'entreprendre plusieurs réformes au niveau de la libéralisation financière et de la gouvernance du système financier et bancaire afin de l'améliorer et d'augmenter son efficacité, d'un simple transfert de fonds du Trésor aux institutions publiques vers un système qui fonctionne pour mobiliser des ressources et les allouer. Afin d'augmenter les taux de croissance économique.

1- Revue de Littérature :

Les premières réflexions théoriques sur le sujet remontent à **Schumpeter (1911)** (Fabian AIE,2016,p15), qui évoquait déjà le rôle fondamental de développement du secteur financier dans le développement économique. Il pense que les intermédiaires financières sont les médiateurs permettant la transformation de l'épargne en capital physique. Ainsi la présence d'un système

financier stable et bien développé peut profondément influencer la croissance économique d'un pays à long terme.

Levine (1991), (Eggoh.J.C, 2011, p. 141) suggère que les intermédiaires financières permettent de modifier la composition du portefeuille. En réduisant la fraction de l'épargne consacré au actifs liquides improductifs ce qui entraîne l'accroissement des investissements productifs, éviter le retrait prématuré du capital de la sphère de production et améliore la croissance économique. Levine (2005) (Panizza.U, 2014, p. 36) décrit quatre principaux mécanismes à travers lesquels la finance peut promouvoir le développement économique : (i) la mise en commun de l'épargne par le biais de la diversification et de la gestion des risques ; (ii) la facilitation des échanges grâce à la réduction des coûts de transaction ; (iii) l'amélioration de la répartition du capital grâce à la production d'informations ex ante sur les opportunités d'investissement ; et (iv) l'augmentation de la propension des investisseurs à financer de nouveaux projets par le biais de contrôles ex post et d'une gouvernance d'entreprise. Ross Levine a dans un article intitulé « Financial development and Economie Growth ».

La nouvelle économie institutionnelle (**NEI**), montre que des institutions efficaces peuvent faire la différence dans le succès des réformes du marché et affirme même que les institutions constituent un des facteurs déterminants de la croissance économique de long terme. La relation entre qualité des institutions et croissance économique ont été examinées dans les pays développés et les pays en développement. La qualité des institutions explique une part importante des écarts de croissance économique et d'investissement entre pays, dans la mesure où ce sont les institutions économiques qui déterminent le climat des affaires. Elles protègent les droits de propriété pour l'ensemble de la société et ainsi les agents économiques ont une incitation à investir, à innover et à prendre une part dans l'activité économique.

Il est communément admis depuis les travaux de **Lipset** (1959) , (www.oecd.org) que le développement économique favorise celui d'institutions démocratiques. L'argument est le suivant : dans une société prospère, les conflits de redistribution se trouvent atténués. Par ailleurs, développement économique et construction d'une société civile sont historiquement associés, notamment par le biais de l'éducation et du développement des classes moyennes.

2- La relation entre la Croissance Economique, le Développement financier et la Qualité Institutionnelle

Les nouveaux économistes ont trouvé que les facteurs de productions telles que le capital Physique, humain et la technologie ne suffisent pas à expliquer la croissance économique. Car ils ont remarqué que plusieurs pays ont les mêmes facteurs de production mais n'atteignent pas le même niveau et les mêmes résultats positifs de la croissance économique. Ce qui pose une problématique pertinente : Quel sont les autres facteurs qui contribuent dans la croissance économique d'un pays ? Donc les économistes ont fait plusieurs études pour trouver des réponses à cette problématique, et ils ont trouvé qu'un bon fonctionnement et un développement dans le système financier et un cadre institutionnel qui est efficient constituent deux facteurs essentiels pour engendrer une bonne croissance économique et leur impact a dépassé celui des autres facteurs de la croissance économique.

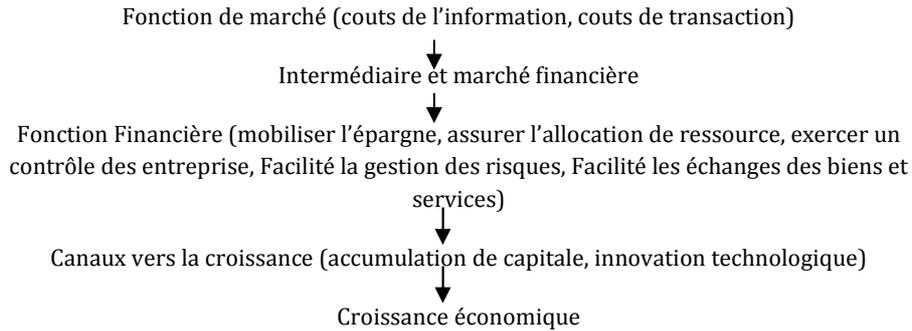
1-1 la relation entre le développement financier et la croissance économique :

De nombreuses études théoriques et empiriques ont cherché depuis plusieurs décennies à expliquer la relation entre le développement financier et la croissance économique. En effet les économistes ont pendant longtemps été en désaccords sur le rôle du secteur financier dans la croissance économique, certains pensent qu'il y a une corrélation positive entre les deux variables et d'autres apportent des preuves contraires à cette idée.

Views and Agenda (1997), (Thiémokho.D, 2013)adopté une "approche fonctionnelle", pour tenter d'expliquer de façon théorique, par quelle mécanisme le système financier influence la croissance

économique. Cette approche théorique résumée par la figure ci-dessous suggère que ce sont les frictions sur le marché qui engendrent l'émergence d'intermédiaires et institutions financières (Banques) et des marchés financiers, lesquels offrent les cinq fonctions qui stimulent la croissance économique. De façon plus spécifique, ces cinq fonctions identifiées par Levine affectent la croissance économique par le biais de l'accumulation du capital et de l'innovation technologique selon le mécanisme suivant :

Figure (1) : Approche théorique de la finance et de la croissance



Source: THIÉMOKHO.D ; opcit; P25.

King et Levine (1993) (Thiémokho.D, 2013, p. 12) ont été les premiers auteurs à faire une analyse empirique de la relation entre développement financier et croissance économique. Ils considèrent un échantillon de 77 pays sur une période de 1960 à 1989. Ils régressent la croissance moyenne du Produit Intérieur Brut (PIB) par tête ou la croissance moyenne de la Productivité Totale des Facteurs (PTF) sur le développement financier et des variables de contrôle. Les variables de contrôle incluent le revenu par tête initial, des mesures d'éducation, des indicateurs de stabilité politique et des indicateurs de politique économique. Le développement financier est mesuré à l'aide de trois variables : (1) le ratio entre les dettes liquides du système financier et le PIB ; (2) le ratio du crédit des banques commerciales sur le crédit bancaire plus les titres domestiques de la banque centrale ; et (3) le ratio du crédit accordé aux entreprises privées sur le PIB. Chacune de

ces mesures est une moyenne sur la période 1960-1989. La régression en coupe transversale de pays de **King et Levine** montre une corrélation importante et significative entre la croissance de la productivité et les mesures du développement financier précédemment énumérées. Des résultats semblables corroborant un lien positif entre développement financier et croissance économique ont été obtenus par d'autres chercheurs comme **Rajan et Zingales** (1998). (Zingales, 1998, p. 559)

Certaines études notent des effets différentiels dans les économies en développement et avancées. de **Gregorio et Guidotti** (1995) (Panizza.U, 2014, p. 40) observent que dans les pays à revenu élevé, le développement financier est positivement corrélé avec la croissance de la production pendant la période 1960-1985. Considérant ensuite un panel de 12 pays d'Amérique latine, De Gregorio et Guidotti constatent une corrélation négative entre le développement financier et la croissance.

1-2- La relation entre la qualité des institutions et la croissance économique : les modèles de croissance démontrent de plus en plus l'importance des facteurs endogènes dans l'explication des performances économiques. L'accumulation de facteurs et les innovations technologiques seuls ne peuvent pas expliquer de manière adéquate les différences de performances entre les pays. Les économistes se sont penchés sur d'autres variables telles que les variables institutionnelles au rang desquelles se trouvent la démocratie (Barro, 1996), les droits de propriété (Clague et al., 1996), l'instabilité politique (Alesina et Perotti, 1996), la bonne gouvernance (Rodrik, 1999), la force de l'état de droit, le degré de corruption, la qualité des administrations et d'autres critères de la qualité des institutions, pour bien expliquer la différence de productivité, de croissance et d'adoption des innovations entre les pays. Ces deux dernières décennies, le regain d'intérêt des institutions a conduit à mettre en exergue la nature et le rôle de celles-ci dans le processus de croissance

Selon Dani Rodrick et Arvind Subramanian (2003) (Subramanian.), qu'ils ont proposé quatre catégories des institutions qui influencent sur la croissance économique et le développement.

- **Les institutions créatrices de marché :**

- Respecter les contrats ;
- Protéger les droits de propriétés et les considérées comme un facteur important
- Permettre le libre fonctionnement des marchés.

- **Les institutions de règlements de marchés**

- Gérer les défaillances du marchés (par exemple l' imperfection d' informations) ;
- Regrouper les institutions touchant aux services qui favorisent l'épanouissement des marchés (en limitant le pouvoir des monopoles et la gestion des biens public comme la télécommunication, transport et les services financier) .

- **Les institutions de stabilisation des marchés :**

- Assurer une faible inflation ;
- Réaliser une meilleure stabilité macroéconomique et stabilité fiscale ;
- Eviter les crises financières ;
- Concerner par les organismes et les systèmes qui gèrent les grands équilibres de la macro- économie (Ministère de finance ; la banque centrale ...).

- **Les institutions de légitimation des marchés :**

- Prendre en charge l'aspect social de l'économie ;
- Assurer les protection et l'assurance sociale à travers les redistributions des revenus
- Protéger les individus et les sociétés contre le dysfonctionnement des marchés.

Les issues empiriques de la relation entre qualité des institutions et croissance économique ont été examinées dans les pays développés et les pays en développement. La qualité des institutions explique une part importante des écarts de croissance économique et d'investissement entre pays dans la mesure où ce sont les institutions économiques qui déterminent le climat des affaires.

Elles protègent les droits de propriété pour l'ensemble de la société et ainsi les agents économiques ont une incitation à investir, à innover et à prendre une part dans l'activité économique. L'ancrage empirique

de la relation entre institutions économiques et croissance économique remonte aux travaux de Mauro (1995), Knack et Keefer (1995), qui mettent en exergue la mesure et le rôle des institutions dans la détermination du taux de croissance économique des pays. Leurs travaux ont suscité nombre d'études empiriques basées sur des techniques de variables instrumentales pour montrer que les pays dotés de bonnes institutions sont ceux qui ont des revenus par tête les plus élevés (Acemoglu et al., 2001). Jerzmanowski (2006) montre que les institutions économiques ont un effet positif et significatif sur la croissance économique à travers la protection des investisseurs.

Une étude de **Rodrik** (1999) sur plusieurs pays subsahariens fait apparaître certaines fonctions de stabilisation et de légitimation des institutions. Pas moins de quinze de ces pays Affichaient une croissance annuelle de plus de 2,5 % avant 1973. Cependant, à cause de la faiblesse de leurs institutions nationales, peu d'entre eux -voire aucun -ont pu résister aux chocs pétroliers et autres chocs macroéconomiques dans les années 70, d'où un net ralentissement de la croissance au cours des années qui ont suivi.

Easterly et Levine (2002) ont utilisé l'indice globale de gouvernance de Kaufman, qui est un indice pour mesurer la qualité des institutions, pour montrer que la gouvernance affecte positivement sur la croissance économique. Ainsi Mauro (1995) a fait des tests en prenant trois indicateurs de mesures de la qualité institutionnelle construit par Business International (BI) qui sont : l'indice de corruption ; la qualité bureaucratique et la stabilité politique. Il a trouvé que ces indicateurs ont un effet positif sur la croissance économique. Un résultat identique est obtenu par Acemoglu, Johnson et Robinson (2004). Ces auteurs ont montré que l'écart de croissance entre les pays riches et les pays pauvres est dû en grande partie à la différence dans la garantie des droits de propriété dans ces pays.

Selon le schéma de **Egoume.P** (2008) , Les institutions agissent d'une façon directe sur la croissance économique, à travers le secteur financier c'est-à-dire le financement et l'amélioration des institutions et des intermédiaires financières pour s'adapter aux nouvelles réalités

économiques .et elles ont une influence indirecte sur la croissance à travers les facteurs de production :

✚ Facteur capital :

- Fluidité administrative et sécurité des investissements.
- Entrée des capitaux étranger.
- Protection des droits de propriété.
- Stabilité politique et sociale.
- Efficacité d'utilisation des investissements initiaux.
- Accroissement du niveau d'investissement.

✚ Facteur travail

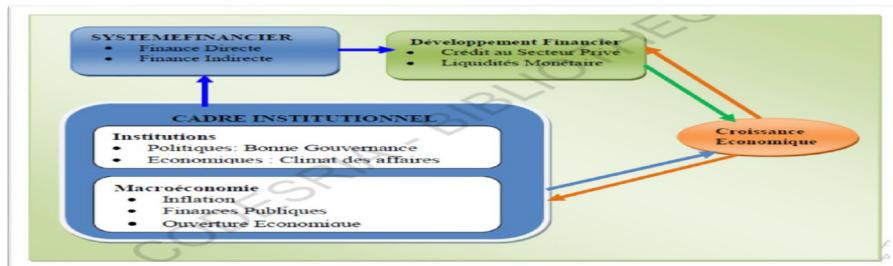
- Diffusion des nouvelles technologies de travail.
- Amélioration de la qualité des ressources humains.
- Développements du talent et de la créativité.

✚ Facteur progrès technique

- Intensification de la recherche et de développement
- Protection de droits de propriétés intellectuelle.

Enfin , on a essayé de toucher des différentes études qui parlent sur l'influence des différents facteurs de la qualité institutionnelle et du développement financier sur la croissance économique où les économistes conclurent qu'un bon fonctionnement du système financier et une bonne qualité des institutions économiques tel que les institutions financières ou bien politiques influencent positivement sur la croissance économique.et voici une illustration de cette relation étudiée où les institutions influencent d'une manière directe sur le système financier qui lui-même influence sur la croissance et d'une manière indirecte sur la croissance économique :

Figure (2) : l'impact de la qualité institutionnelle et développement financier sur la Croissance économique :

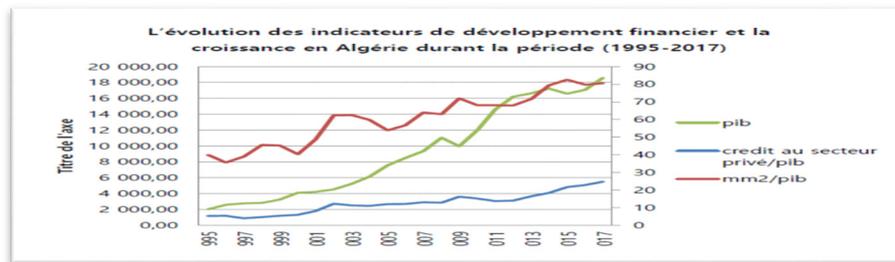


Source : (NSABIMANIS, 2012, p. 136)

Enfin , on a essayé de toucher des différentes études qui parlent sur l'influence des différents facteurs de la qualité institutionnelle et du développement financier sur la croissance économique où les économistes conclurent qu'un bon fonctionnement du système financier et une bonne qualité des institutions économiques tel que les institutions financières ou bien politiques influencent positivement sur la croissance économique. et voici une illustration de cette relation étudiée où les institutions influencent d'une manière directe sur le système financier qui lui-même influence sur la croissance et d'une manière indirecte sur la croissance économique .

3- L'impact du développement financier et de la qualité institutionnelle sur la croissance économique en Algérie :

Figure (3) : L'évolution des indicateurs de développement financier et la croissance en Algérie durant la période (1995-2017)

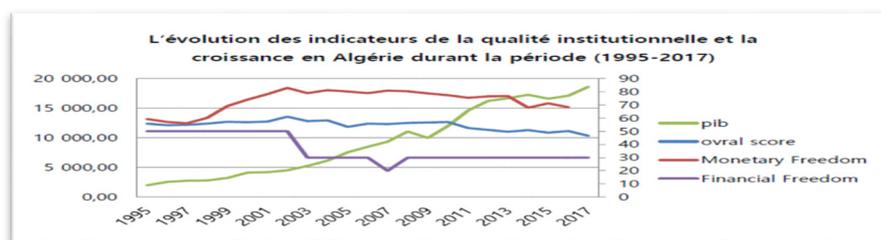


Source : Elaboré par moi-même à partir des données de la banque mondiale

Le graphique représente l'évolution du PIB et des deux indicateurs du développement financier (M2/PIB et CSP/PIB) de l'Algérie entre 1995 et 2017. L'économie Algérienne a réalisé une augmentation dans le PIB suite à une augmentation du ratio M2/PIB et une légère augmentation dans le crédit associé au secteur privé. L'augmentation du PIB dans les premières années est expliquée par la mise en place du programme structurel accordé par le FMI et les multiples réformes d'entreprises dans les différents domaines économique et financiers. Le ratio M2/PIB a connu des tendances vers la hausse à plusieurs reprises même le PIB. A cause de la dépendance des recettes pétrolières qui rend le PIB et le M2/PIB très sensibles à la variation de ces derniers, la diminution de ces deux variables a toujours relation avec soit un choc pétrolier externe (1999-2000) ou bien l'appréciation du dollar

américain et d'autres monnaies internationales. A partir de 2001, le surplus commence à apparaître grâce à la bonne situation du système bancaire algérien et à la hausse des exportations d'hydrocarbures et l'amélioration de la situation financières du pays et la hausse des investissements de développement .Concernant le secteur privé en Algérie, on remarque une légère augmentation .Le financement de ce dernier est faible par rapport au ratio de M2/PIB à cause de la participation étatique qui est élevée .Cette faible augmentation de financement au secteur privé par les banques est expliqué par e climat qualifié de risque et non favorable au lancement des projets d'investissement.

Figure(4) : L'évolution des indicateurs de la qualité institutionnelle et la croissance en Algérie durant la période (1995-2017).



Source : Elaboré par moi-même à partir des données d'Héritage Fondation

Le Graphique représenté la révolution du PIB par rapport aux indicateur de la qualité des institutions (liberté financière et liberté monétaire).On remarque qu'au début des premières cinquième année (1995-2000), une stabilité dans le ratio de liberté financière suite à une intervention considérable de l'Etat et à une moyenne capacité des institutions financières à fournir des services financières .en 2003 le ratio a connu une chute de 50% à 30% Ce pourcentage reflète une intervention excessive de la part de l'état peut être même une allocation du crédit est sous contrôle abusif de l'état ou bien le secteur bancaire est confronté à beaucoup des obstacles et le gouvernements contrôle la majorité des institutions financières En 2007 , le ratio obtient un pourcentage de 20 % malgré la hausse du PIB de l'Algérie .Cela est le résultat de la mauvaise intervention de l'Etat dans le secteur financier et secteur bancaire. Dès le 2007, le score de l'Algérie

dans la liberté financière est stable et faible. Une augmentation enregistrée au niveau du ratio de liberté monétaire suite à l'ouverture du marché Algérien et à liberté de prix contrôlé par l'Etat. Malgré qu'il y ait une légère augmentation et une légère diminution au niveau de ce ratio. Concernant le ratio de la liberté économique qui est la moyenne des douze indicateurs de la qualité des institutions, on remarque que ce ratio a connu une augmentation entre la période 1995-2002 jusqu'à qu'il atteigne le plus haut pourcentage 61%. On remarque que la plus haute augmentation pour les trois indicateurs est marquée durant l'année 2002.

4- L'étude empirique :

4-1 Présentation des variables : dans notre analyse nous allons intégrer une variable qui représente la croissance économique, des indicateurs qui mesurent le degré du développement financier, et d'autres qui mesurent l'environnement institutionnel, qui sont représentés ci-dessous :

- **Les indicateurs du Développement financier :** L'une des questions les plus importantes dans l'évaluation de la relation entre le développement financier et la croissance économique est de savoir comment obtenir une mesure empirique satisfaisante du développement financier. Cette difficulté vient de la signification du développement financier qui est la capacité d'un pays à canaliser l'épargne vers l'investissement efficace et efficiente au sein de ses propres frontières. En ce qui concerne la nature du secteur financier en Algérie, on va utiliser dans notre étude empirique deux indicateurs les plus utilisés pour l'évolution du secteur financier dans l'analyse empirique :

Tableau (1) les indicateurs de Développement Financier.

L'indicateur	Indice	Source
Ratio de liquidité	M2/PIB	Ministère des finances(DGPP)
Crédit destiné au secteur privé	CSP/ PIB	Ministère des finances(DGPP)

Source : par nous-même

- **Les indicateurs de la Qualité des Institutions :** Plusieurs critères de mesure de la qualité institutionnelle ont été discutés par différents économistes partisans de la théorie institutionnelle à l'exemple des droits de propriété, le niveau de la démocratie, la transparence et la

corruption, liberté financière, liberté monétaire ou de la bonne gouvernance comme institutions formelles, Il existe de nombreux organismes internationaux spécialisés s'intéressent à la mesure de la qualité des institutions et leur nombre a fortement augmenté avec les progrès constants dans l'accès à l'information statistique. Parmi les indicateurs de la qualité institutionnelle on a choisi trois indicateurs :

Tableau (2) : Les indicateurs de la Qualité des Institutions

L'indicateur	Indice	Source
Liberté Monétaire	Monetary Freedom	The Heritage Foundation
Liberté Financière	Financial Freedom	The Heritage Foundation
L'indice Globale de la Qualité institutionnelle	Overall score	The Heritage Foundation

- **La variable de la Croissance Economique :** Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur le plus retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année. il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays

4-2 Etude de la stationnarité des variables : On a essayé de récapituler les résultats trouvés du test ADF effectués sur les séries dans le tableau suivant :

Tableau (3) stationnarité des variables

Variable	lpib	lm2	lcsp	Lfinancial freedom	Lmonetary freedom	Loverall score
Ordre d'intégration	I (1)	I (1)	I (1)	I (1)	I (2)	I (1)

Comme, nous pouvons voir dans le tableau précédent, toutes les variables sont stationnaires après la première différenciation sauf la variable « Lmonetary freedom » est stationnaire après la deuxième différence donc le risque cointégration n'existe pas (pas de relation à long terme entre les variable) c'est pour ça on utilise le modèle VAR (relation à court terme) dans notre étude

Tableau (4) Choix du nombre de retards :

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	43.50143	NA	1.76e-08	-3.666803	-3.418107	-3.612829
1	144.3621	144.0867*	1.39e-11*	-10.89163*	-9.399456*	-10.56779*
2	162.7147	17.47864	4.30e-11	-10.25854	-7.522889	-9.664836

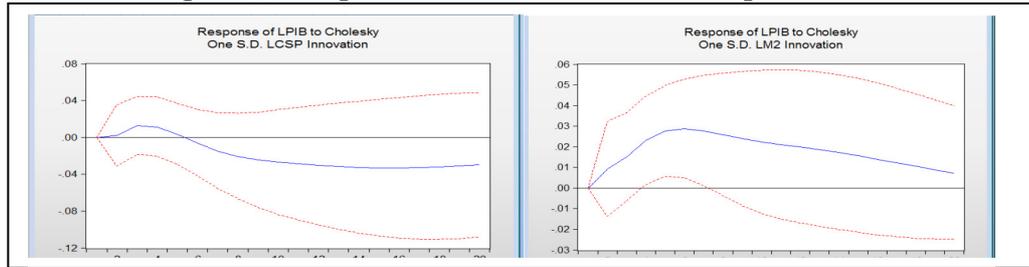
* indicates lag order selected by the criterion
 LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)
 FPE: Final prediction error
 AIC: Akaike information criterion
 SC: Schwarz information criterion
 HQ: Hannan-Quinn information criterion

Source : Elaboré par moi-même a partir des résultats de Eviews

D'après les résultats obtenus de l'sélection du nombre de retard « P », nous pouvons appliquer VAR (1) pour estimer notre modèle.

4-3 Analyse des chocs (Fonctions de réponse impulsionnelle) :

Figure (5) : Réponse du LPIB a un choc sur lcsp et lm2

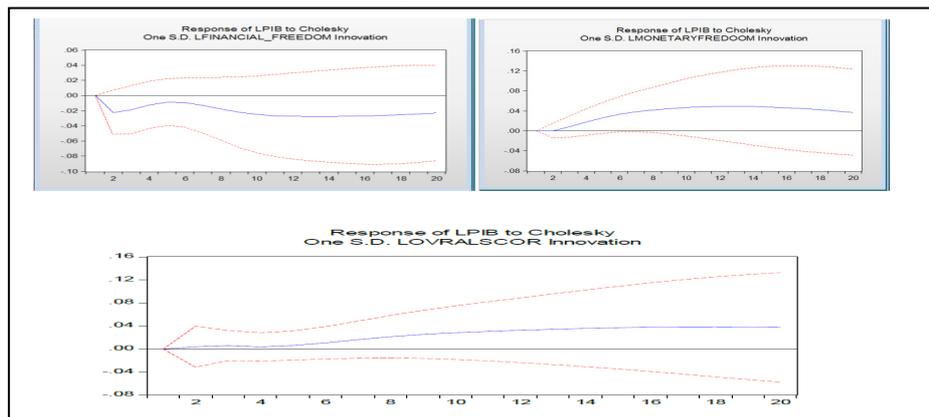


Source : Elaboré par nous-même à partir des résultats de Eviews

Un choc aléatoire sur la variable lm2 a un effet positif immédiate sur LPIB qui dure une période de six ans où il commence à S'estomper graduellement jusqu'à la fin de la période d'étude donc nous remarquons qu'un choc sur la variable lm2 a un impact à court terme sur la croissance ne dépasse pas cinq à six ans.

Le choc de LCSP sur LPIB a un effet immédiat, dans la première période on remarque une faible augmentation positive jusqu'à la quatrième année puis l'effet commence à diminuer. A partir de la sixième période l'impact du choc devient faible et négatif sur le reste des années donc les crédits au secteur privé ne stimulent pas bien la croissance, car ils ne reposent pas sur le principe de la rentabilité des projets, mais sur le favoritisme et les intérêts personnels qui ont affecté la productivité des entreprises et l'amélioration des taux de croissance.

Figure (6) : Réponse du LPIB a un choc sur LFinancial Freedom ,Lmonetary fredom et Lovral score



Source : Elaboré par nous-même à partir des résultats de Eviews

Concernant le choc de la liberté financière sur la croissance on remarque que cet indicateur de la qualité des institutions n'améliore pas la croissance et a un effet négatif sur le LPIB cela montre que les institutions Financière en Algérie n'ont pas la liberté financière nécessaire pour le développement du secteur financier et cela en raison de la bureaucratie au niveau des banques et de l'ingérence dans la liberté des banques de l'octroi des prêts qui ne repose pas sur la rentabilité, mais sur la base de l'influence politique en plus de l'augmentation du niveau de corruption dans le secteur a affecté négativement à la productivité et la croissance.

Le choc de Lmonetary freedom n'a pas d'effet immédiat dans les deux premières périodes. A partir de la troisième période, on remarque un effet positif du choc de Lmonetaryfreedom sur LPIB qui va durer sur toute au long des périodes, Cela montre qu'une plus grande liberté monétaire est obtenue en accordant plus d'indépendance à la banque centrale et plus grande attention portée à la politique monétaire augmenterait les taux de croissance à court terme.

Tableau (5) : La décomposition de la variance :

Perio...	S.E.	LPIB	LM2	LCSP	LFINANCIAL...	LMONETAR...	LOVRALSC...
1	0.079728	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
2	0.094580	93.74661	0.842545	0.060783	5.167239	0.010292	0.172530
3	0.102827	87.42904	2.915135	1.406050	7.340752	0.424906	0.484117
4	0.110138	79.66498	7.023764	1.406368	7.689127	2.689870	0.625912
5	0.118268	71.83749	11.35930	2.241399	7.003614	6.830628	0.727564
6	0.127831	64.20925	14.31044	2.133151	6.238228	11.79028	1.318646
7	0.138956	56.82581	15.40752	3.083659	5.741945	16.44822	2.482848
8	0.151409	49.70157	15.19877	4.913979	5.743284	20.35041	4.091988
9	0.164796	43.05047	14.36002	7.038119	6.188826	23.53633	5.826244
10	0.178807	37.10015	13.31761	9.102153	6.838674	26.18005	7.461357

Cholesky Ordering: LPIB LM2 LCSP LFINANCIAL_FREEDOM LMONETARYFREEDOM LOVRALSCOR

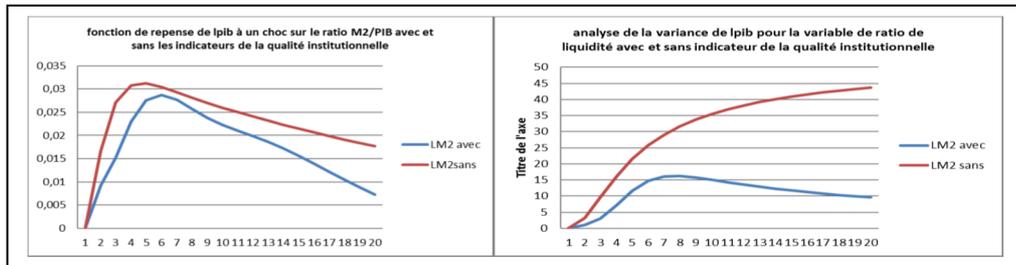
Source : Elaboré par moi-même à partir des résultats de Eviews

La variable qui contribue le plus au cours de cette période est la variable de la qualité institutionnelle (Lmonetaryfreedom) qui contribue avec plus de 26% de la croissance de LPIB, suivi par la variable du développement financier (L (M2 / PIB)) avec plus de 13% alors que la contribution de la variable LCSP (L (CSP/PIB)) dans la variation de la croissance représente 9.10% donc la variable de la qualité des institutions joue un rôle très important dans les variations de la croissance.

4-4 Etude des deux modèles (1^{er} modèle sans la qualité des institutions et le 2^{eme} avec la qualité des institutions) :

Dans cette étape, nous allons étudier deux modèles, un modèle qui contient les indicateurs de la qualité institutionnelle (liberté monétaire, liberté financière, l'indice globale de liberté économique) et le deuxième modèle sans l'inclusion de ces indicateurs puis on va voir si ces indicateurs améliorent l'impact des variables de développement financier sur la croissance d'une part et d'autre part la contribution des variables dans la variation de la croissance :

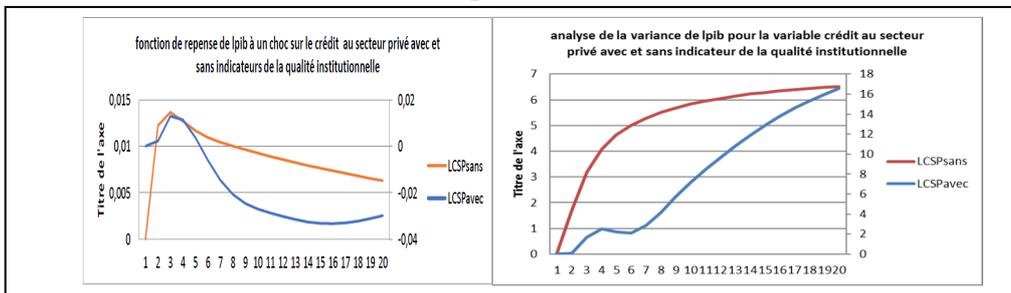
Figure (7) : analyse de choc et analyse de la variance de la croissance de variable lm2 de deux modèles



choc aléatoire sur la variable LOG (M2/PIB). La courbe de réponse de la variable LPIB au choc est en dessous de celle que Lorsque'on ne prend pas les variables de la qualité institutionnelle en considération. Donc les indicateurs de la qualité institutionnelle n'ont pas un effet positif et ne contribuent pas à l'amélioration du secteur financier et le développement économique (PIB en Algérie).

Concernant l'analyse de la variance de (LPIB) , les indicateurs de la qualité institutionnelle n'améliorent pas la contribution de la variable du développement financier LM2 (M2/PIB) dans la variation de la croissance économique Algérienne (PIB Algérien) et on remarque ça dans le graphique ci-dessus : la courbe de la contribution de la variable LM2 dans la variation de LPIB lorsqu' on prend en considération les variables de la qualité des institutions est plus faible que celle sans les indicateurs de la qualité institutionnelle.

Figure (8) : analyse de choc et analyse de la variance de la croissance de variable lcsp de deux modèles



Source : Elaboré par nous-même a partir des résultats de Eviews

Lorsqu'on prend les variables de la qualité en considération, l'effet de la variable LCSP devient plus faible.

On remarque que lorsque les variables de la qualité des institutions ne sont pas prises en compte dans cette étude, la variable LCSP contribue plus dans la variation de PIB plus que lorsqu'on prend en considération les variables.

Conclusion :

Les résultats de l'analyse de sensibilité montrent qu'un choc sur la variable du développement financier (ratio de liquidité) a un effet positif sur la croissance dans une période de six ans par contre la variable (crédit destiné au secteur privé) a un effet positif faible dans une période de deux années et après deviennent négative sur tout le reste de période de l'étude donc les crédits au secteur privé ne stimulent pas bien la croissance, cela est dû à l'incohérence du secteur bancaire avec le développement du secteur économique, qui a affecté la productivité des entreprises et l'amélioration des taux de croissance, Ceci est confirmé par les résultats obtenus grâce à l'effet de la variable de la qualité (liberté financière) et cela a montré que ce dernier a un impact négatif sur la croissance.

On peut conclure que les variables de la qualité des institutions utilisées dans notre étude n'améliorent pas la performance des variables de développement financier qui influencent à leur tour sur la croissance économique en Algérie. Cela est peut-être dû à l'absence de banques spécialisées dans le financement des investissements productifs en Algérie ainsi que les politiques menées par les banques en matière de distribution de crédits, en plus de s'appuyer principalement sur les revenus des hydrocarbures, Ce qui nécessite plus de réformes dans le cadre juridique du secteur bancaire et forcer la concurrence dans le secteur financier.

Bibliographie :

- 1- DEIDDA, L. and B. FATTOUH (2002) « *Non-linearity between finance and growth*, » Economics Letters 7, Rodrick.D ;Subrmanaian . A, « La primauté des institutions : ce que cela veut dire et ce que cela ne veut pas dire ».
- 2- LEVINE, R, (2005), “*Finance and Growth: Theory and Evidence*,” In Handbook of Economic Growth, ed. P. Aghion and S. N. Durlauf. Amsterdam: Elsevier.
- 3- Philippe Aghion, Petter Howitt (2010), « *L'économie de la croissance* », ECONOMICA, Paris.
- 4- Jaques Brasseul, (1993) « *Introduction à l'économie du développement* », édition Armoud, Paris.
- 5- Philippe Aghion, Petter Howitt (2010), « *L'économie de la croissance* », ECONOMICA, Paris.
- 6- Myriam Fabian AIE, (2016) « *le développement du secteur financier un levier contre la pavereté : cas l'Afrique sub saharienne et l'asie de l'est* » ; Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise ès sciences (M. Sc.), Économie financière appliquée, HEC, Montréal.
- 7- UNIVERSITE PARIS DAUPHINE, « *Les politiques de développement financier en Afrique subsaharienne ; Définition, Enjeux, Réalités et propositions* » ; THESE pour l'obtention du titre de Docteur de l'Université Paris Dauphine en Sciences économiques, présentée et soutenue publiquement par Jean Paul MVOGO.
- 8- Eggoh.J.C, (2011) « *Récents développement de la littérature sur finance et la croissance* », Revue du Mondes en développement ; numéro 155.
- 9- Panizza.U, (2014) « *Développement financier et croissance économique : les connus connus, les inconnus connus et les inconnus inconnus* », Instituts des hautes études internationales et du développement, revue d'économie du développement, Genève, vol22.
- 10- Aberkane .H, (2016) « *INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE* » ; Mémoire Master en science économique, Option : Économie de Développement et Gouvernance, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, Faculté des sciences

économiques, commerciales et des sciences de gestion ,Département des sciences économiques , Algérie .

11- THIÉMOKHO.D ,(AVRIL 2013) « *Développement financier et Croissance économique : la structure financière joue-t-elle un rôle ?* »

Mémoire Présenté comme exigence partielle de la maîtrise en Économie ; Université du QUÉBEC, MONTRÉAL.

12- Rajan R. et Zingales L. (1998), « *Financial Dependence and Growth* », American Economic Review, vol. 88,

13- NSABIMANI.S, (2012) « *Systèmes Financiers, Qualité des Institutions et Croissance Economique au COMESA* », Mémoire du Doctorat, Université CHEIKH ANTA DIOP de DAKAR école doctorale : Sciences Juridiques, Politiques, Economiques et de Gestion ; Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ; Sénégal.

14- GEOFFERY.M. Hodgson, (2002) « *The Evolution of Institutions: An Agenda for the Futur Research* », Constitutional Political Economy, Netherlands.

15- GEOFFERY.M. Hodgson, (2002) « *The Evolution of Institutions: An Agenda for the Futur Research* », Constitutional Political Economy, Netherlands.

16- KHENDEK.S, (2015) « *le Rôle des Institutions dans la Croissance Economiques dans les pays en développement = cas de l'Algérie* », Mémoire de de Magistère en Economie, Faculté des Sciences Économique, Université ABOUBEKER Belkaid, Tlemcen,

17- NSABIMANA.S, (2012) « *Systèmes Financiers, Qualité des institutions et Croissance Economique au COMESA* », Thèse de Doctorat, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Ecole Doctorale Science Juridique politiques Economique et de Gestion, DAKAR.

18- Panizza.U, (2014) « *Développement financier et croissance économique : les connus connus, les inconnus connus et les inconnus inconnus* », Instituts des hautes études internationales et du développement ; revue d'économie du développement, Genève, vol N° 22.

- <http://www.mf.gov.dz/> (consulté le 04/12/2019).
- <https://www.heritage.org/index/explore> (consulté le 04/12/2019).
- [http://wp.unil.ch/bases/2013/09/la-nouvelle-economie institutionnelle,](http://wp.unil.ch/bases/2013/09/la-nouvelle-economie-institutionnelle) (consulté le 10/12/2019).
- <http://www.oecd.org/fr/dev/2741321.pdf> (consulté le 25/12/2019).